Cinq (5) raisons pour poser un geste collectif le 27 septembre ?



- Parce que le <u>Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIES)</u>
 nous dit que pour limiter le réchauffement de la planète à 1, 5 °C on doit réduire
 les gaz à effets de serre (GES) de 50% d'ici 2030. Le transport (l'automobile) et
 l'exploitation de pétrole et de gaz (dont les sables bitumineux) représentent plus
 de la moitié des émissions actuelles au Canada.
- 2. Parce que, pour atteindre la cible de 1, 5 °C, nous devons amorcer <u>immédiatement</u> une transition énergétique. Au contraire, et un exemple parmi bien d'autres, l'oléoduc *Trans Mountain*, dont on vient de donner le feu vert, augmentera la production des sables bitumineux et donc augmentera la quantité des GES.
- 3. Parce que le milieu communautaire intervient souvent auprès des personnes qui sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques. Pensons aux personnes âgées et à la chaleur excessive, aux familles pauvres et aux inondations, aux nouveaux arrivants et à la tornade de septembre. C'est pourquoi la transition énergétique doit absolument se faire dans une perspective de justice sociale. Les personnes les moins responsables des changements climatiques en subissent souvent les conséquences les plus graves.
- 4. Parce que les changements climatiques ont également un impact <u>sur les plantes et les animaux</u> (la biodiversité), <u>La Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)</u> est catégorique : «La nature décline globalement à un rythme sans précédent dans l'histoire humaine et le taux d'extinction des espèces s'accélère, provoquant dès à présent des effets graves sur les populations humaines du monde entier.»
- 5. Parce que, **l'élection fédérale aura lieu le 21 octobre 2019**. Le 27 septembre arrive donc en pleine campagne électorale. Notre mobilisation forcera **tous les partis politiques** et **tous les candidat.es locaux** de se positionner sur les enjeux environnementaux, tels la construction d'oléoducs, les subventions publiques pour les compagnies pétrolières et gazifières, la construction d'un dépotoir des déchets nucléaires à proximité de la rivière des Outaouais (Chalk River), les mesures concrètes pour contrer les inondations, pour contrer la crise du logement à Gatineau et dans l'Outaouais et pour atténuer les impacts de la crise climatique sur les personnes à faible revenu.